



POPULISME(S) & RELIGION(S) EN EUROPE

Postgraduate seminar series in European Governance, 2015-2016

PROGRAMME

3 ET 4 JUIN 2015

COLLÈGE DES BERNARDINS, 20 RUE DE POISSY, 75005 PARIS

RÉSUMÉ

La saillance de la question religieuse oblige tous les partis politiques au niveau national et/ou européen à élaborer un nouveau corpus programmatique. Les partis « populistes » n'échappent pas cette « obligation » et s'y investissent d'autant plus qu'elle « revigorerait » leurs discours sur la culture de la société et de l'Etat.

Le ou les populismes contemporains et les forces politiques qui l'incarneraient, resteraient en effet davantage que d'autres soucieux de la préservation de la cohésion culturelle et identitaire de la société telle qu'héritée supposément des générations précédentes et issue de la matrice de l'Etat moderne. Principalement, les mouvements populistes partirait du postulat qu'une trop grande pluralité linguistique, philosophique, religieuse et sociale, suivant les cas, remet en cause l'identification du citoyen à l'Etat (et donc sa pérennité). Si, suivant leurs racines idéologiques, la proportionnalité du rejet du pluralisme social au bénéfice de la classe, de la communauté ou de la tradition ne serait pas de même ampleur et suivant les mêmes termes, il n'en demeurerait pas moins que leur métaphore du « peuple » cacherait en réalité bien souvent celle d'un « peuple identitaire », sans toutefois se confondre totalement¹.

Bien plus, le populisme et les populismes continueraient d'opérer une double distinction identitaire qui d'ailleurs les sépareraient fortement des autres forces politiques qui concurrencent aujourd'hui en démocratie. D'un côté, les populismes et leurs avatars électoraux considèreraient que dans l'état de nature, le citoyen l'est et le devient à partir du moment où il prendrait conscience de la différence culturelle incommensurable qui est à l'œuvre entre lui et les autres d'une part et entre les sociétés européennes elles-mêmes d'autre part. Cette conscientisation impliquerait « évidemment » le désir, la création, le développement et le maintien d'Etats nations distincts dont l'une des fonctions est justement de garantir en retour l'immutabilité d'un « peuple identitaire » et de ses traditions, y compris religieuses.

¹ P-A. Taguieff, L'illusion populiste - Essai sur les démagogies de l'âge démocratique. Paris : Flammarion, collection champs, 2007.





De l'autre côté, les populismes estimeraient que l'exercice de la citoyenneté passe « forcément » pour les nouveaux venus par un double processus d'acculturation et d'acceptation des seuls référents culturels dominants jusqu'alors l'Etat et la société d'accueil (qui peuvent être par exemple la neutralité de l'Etat en matière religieuse). Logiquement, un « peuple » qui ne serait plus tendanciellement homogène et lié à une *leitkultur* publique ne pourrait plus prétendre à être un Etat souverain². Les partis populistes confondraient donc sciemment les catégories de citoyenneté et de nationalité à la fois pour imposer la définition d'un modèle identitaire aux personnes et pour les obliger à choisir une identification à un projet politique particulier qui en devient le régime : l'Etat-nation. Le discours du *différencialisme* culturel s'accompagnerait « naturellement » d'une dénonciation des politiques et des flux migratoires aussi bien à l'interne de l'Union européenne qu'à ses frontières extérieures³. Il s'agirait aussi d'une opposition formelle et réitérée à toute « politique d'accommodement »⁴ pour gérer non seulement la pluralité des éventuelles minorités ethno-religieuses et/ou ethnolinguistiques qui préexistaient à la fondation de l'Etat moderne mais aussi les populations immigrées anciennes et nouvelles.

L'uniformisation culturelle et identitaire souhaitable de la société serait aussi garantie par une position nouvelle sur le clivage Eglise/Etat⁵ de la part des mouvements populistes en référence cette fois-ci à un « peuple républicain ». Leurs conceptions « républicaine » et/ou « libérale » suivant les systèmes politiques seraient consubstantielles de la sécularisation des sociétés européennes et de l'émergence de nouveaux cultes considérés à tort ou à raison comme portant atteinte à l'Etat de droit et à la démocratie, au premier chef l'Islam. En d'autres termes, convaincus de la sécularisation aboutie et quasi-définitive des « citoyens nationaux » et de la difficulté de maintenir aussi un lien électoral avec les personnes religieuses traditionnelles et encore plus avec leurs institutions⁶, ces mouvements [particulièrement le Partij voor de Vrijheid aux Pays-Bas et une partie du Front National en France] et leurs responsables s'attacheraient désormais à la promotion du « laïcisme » plutôt qu'à la défense de la religion traditionnelle et de ses valeurs (le judéo-christianisme) en dépit d'un usage utilitariste électoral circonstanciel. Ce « laïcisme » selon eux signifierait non seulement une stricte neutralité de l'Etat vis-à-vis de toute expression religieuse mais aussi et surtout la dénonciation d'un «prétendu» ou «vérifié» communautarisme qui se caractériserait aujourd'hui notamment par la multiplication de nouveaux lieux de culte, par la pratique revendiquée des obligations religieuses au sein du monde de l'entreprise, par des actes publics de foi dans les institutions et les administrations de l'Etat et des collectivités locales, sans etc...

² C. Mudde, 'The Populist Radical Right: a Pathological Normalcy', *West European Politics*, 33:6 (2010), 1167-1186.

³ D. Reynié, *Populismes : La pente fatale*. Paris : Plon, collection tribune libre, 2011.

⁴ Le terme est issu de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles du Gouvernement du Québec en 2007 co-présidée par le sociologue G. Bouchard et par le philosophe Ch. Taylor, <http://www.accommodements-quebec.ca/>, 2014.

⁵ S. Rokkan & S.M. Lipset, *Party Systems and Voter Alignments*. New York: Free Press, 1967.

⁶ T. Immerzeel, E. Jaspers and M. Lubbers, "Religion as Catalyst or Restraint of Radical Right Voting?", *West European Politics*, 36:5 (2013), 946-968.





Dès lors, la conférence a pour thème une comparaison des programmes et des propositions législatives et/ou référendaires des mouvements populistes européens, issus aussi bien de la droite que de la gauche (par exemple. Alternative für Deutschland, Freiheitliche Partei Österreichs, du Front National, de la Lega, de l'Union démocratique du centre, du Partij voor de Vrijheid, du Dansk Folkeparti, SYRIZA, du Magyar Polgári Szövetség, du Narodnyj Front, etc.), par rapport aux religions, à la laïcité et aux modèles institutionnels de la « relation » établie entre la Puissance publique et les cultes dans leurs régimes politiques respectifs, au niveau de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe.

Il s'agit aussi d'analyser des réponses et des attitudes principalement des Eglises chrétiennes (Eglise catholique, Eglises orthodoxes et Eglises réformées) face aux populismes, aux pluralismes religieux et philosophiques et au fonctionnement démocratique de l'Union européenne et de ses Etats membres.

En particulier les questions discutées seront:

1. Au regard des modèles de « relation » entre l'Etat et les religions en Europe, les partis populistes sont-ils redevables de leurs traditions institutionnelles dans l'expression de leurs positionnements politiques vis-à-vis des Cultes et de leurs affidés, ce qui expliquerait en apparence la diversité de leurs discours ?
2. Au regard de leurs identités politiques historiques, valorisant l'appartenance à une communauté nationale homogène d'un point de vue culturel, les mouvements analysés exercent-ils réellement une distanciation et/ou augmentation idéologique au sens *arendtien* du terme ? Si oui quelles en sont les modalités (leurs conceptions de la religion, de la laïcité, de l'espace public, de la citoyenneté, du pluralisme et de l'accommodement) ? Ces modalités les isolent-elles des autres forces politiques dans leurs systèmes politiques nationaux et au niveau de l'Union européenne ou au contraire, nous assistons à un nouveau clivage sur le mode opératoire du pluralisme religieux et philosophique en Europe ?
3. Comment les Eglises chrétiennes au niveau national et/au niveau européen (Eglise catholique, Eglises orthodoxes et Eglises réformées) se représentent, arrêtent et organisent leurs rapports à de telles conceptions et mouvements politiques populistes ? En quoi les théologies chrétiennes pensent-elles ou non la diversité religieuse et/ou philosophique des sociétés européennes contemporaines ? Leurs sagesses sont-elles compatibles, instrumentalisées et/ou rejetées suivant les contextes politiques nationaux et les circonstances par les mouvements populistes en Europe ?

Ce cycle de séminaires ne reflète pas les points de vue du Conseil de l'Europe et de ses membres. Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce séminaire sont celles des conférenciers.





VENDREDI 3 JUIN /FRIDAY, 4 JUIN, 2015

14h30- Introduction

Philippe Poirier, titulaire de Chaire de recherche en études parlementaires à l'Université du Luxembourg - **Confirmé**

Les populismes et leurs conceptions des religions et de la laïcité

1. Pr. Michael Minkenberg, European University Viadrina in Frankfurt- **Confirmé**
2. Pr. Norbert Campagna, Université du Luxembourg- **Confirmé**
3. Pr. Piero Ignazi, Università di Bologna- **Confirmé**
4. Pr. Julie Smith, University of Cambridge (**sous réserve de confirmation**)

Discutant: Pr. Paula Diehl, Humboldt Universität- **Confirmé**

18h00 Conférence débat :

1. Jean-Pierre Barbier, président du groupe d'études République et Religions à l'Assemblée Nationale- **Confirmé**
2. Eric Anceau, maître de conférences, habilité à diriger des recherches, à l'Université Paris-Sorbonne- **Confirmé**
3. Dominique Reynié, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris- **Confirmé**

Modération : Antoine de Romanet, co-directeur du département de recherche Société, Liberté, Paix - **Confirmé**

SAMEDI 4 JUIN/SATURDAY, JUNE 4, 2015

9h30 Les Eglises chrétiennes confrontées aux populismes et à la crise de la démocratie en Europe

1. Dr. Per-Erik Nilsson, Université d'Uppsala- **Confirmé**
2. Pr. John Madeley, London School of Economics and Political Science- **Confirmé**
3. Dr. Konstantinos Papastathis, Research Fellow in Political Science at the University of Luxembourg- **Confirmé**
4. Pr. Lukas Sosoe, Université du Luxembourg- **Confirmé**
5. Dr. Eric Morin, Directeur de l'Ecole cathédrale des Bernardins- **Confirmé**

Discutant: Pr. Philippe Portier, Directeur de recherche à l'Ecole pratique des hautes études - **Confirmé**

13h00 Conclusion

Père Frédéric Louzeau, directeur du pôle de recherche du Collège des Bernardins - **Confirmé**
& Didier Mineur, maître de conférences en histoire des idées politiques à l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes - **Confirmé**

